

Les nouveaux horizons de l'Europe spatiale

Par Frédérique VIDAL

Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation

En 1961, le général de Gaulle, convaincu que la maîtrise du spatial serait un jour un élément central de la souveraineté de la France, créa le Centre national d'études spatiales en lui assignant comme première mission de développer la fusée Diamant, le premier lanceur national. Plus d'un demi-siècle plus tard, le soutien politique au secteur spatial est toujours aussi fort et il s'incarne désormais au niveau européen. Ariane 5 et demain Ariane 6 sont d'immenses réussites pour l'Europe, tout comme Galileo, dont les performances surpassent celles du GPS américain.

Ces succès constituent autant d'atouts pour préparer l'avenir, face aux transformations profondes que connaît le secteur spatial et qu'il est convenu d'appeler « New Space ». Ce phénomène résulte avant tout d'une accélération sans précédent de l'innovation, portée par une abondance de capitaux publics et privés, par l'abaissement des barrières à l'entrée (chute du coût d'accès à l'espace, miniaturisation des satellites, procédés industriels en rupture, etc.), et par la promesse de nouveaux services fondés sur des infrastructures spatiales et répondant aux besoins les plus divers, de l'Internet des objets à l'agriculture de précision, en passant par la sécurité.

Le « New Space » est parfois vu comme une menace, qui bouscule nos habitudes et remet en cause les schémas du passé. Je suis convaincue que c'est au contraire une chance. Ces nouveaux services, qu'ils s'appuient sur les télécommunications par satellites, l'observation de la Terre ou encore la géolocalisation, constituent un gisement de croissance et d'emplois, qu'il nous faut savoir exploiter en accélérant le développement de notre secteur aval et en faisant croître un écosystème de *start-ups* au meilleur niveau mondial. L'enjeu est majeur : il est économique, bien sûr, mais aussi sociétal et même régalién, car le spatial est éminemment dual.

Parce que nous voulons que la France et l'Europe deviennent des champions du « New Space », l'innovation doit être notre priorité. Cela nécessite de renouveler la relation entre les pouvoirs publics et l'industrie. Si la montée en puissance des acteurs privés ne traduit en rien un effacement de la sphère institutionnelle – les exemples américains et chinois montrent qu'au contraire elle se renforce, étant elle aussi directement intéressée par les nouveaux usages du spatial –, celle-ci doit se concentrer sur le soutien à l'innovation de rupture. Il existe pour cela plusieurs leviers : lancement de défis d'innovation, investissement dans la recherche, commande publique innovante, etc.

C'est dans cette optique que nous avons constitué un fonds de dix milliards d'euros pour l'industrie et l'innovation, déployé un grand plan en faveur de l'intelligence artificielle ou soutenu la création d'une agence européenne de l'innovation de rupture : toutes ces initiatives vont renforcer notre secteur spatial. C'est aussi pour cela que le CNES et ArianeGroup ont récemment créé « ArianeWorks », qui réunit certains de leurs meilleurs talents dans un cadre original et propice à la créativité et à la prise de risque. ArianeWorks sera aux avant-postes de la préparation du futur, notamment en matière de technologies réutilisables ; il a vocation à fédérer un réseau de *start-ups* et à nouer des liens avec nos partenaires européens, notamment l'Allemagne et l'Italie.

La dynamique est désormais lancée ! Nos industriels portent des projets ambitieux qui s'inscrivent pleinement dans le « New Space », comme la constellation en orbite basse OneWeb, le dirigeable solaire Stratobus ou encore le démonstrateur d'étage de lanceur réutilisable Callisto. Dans les prochains mois, nous amplifierons ce mouvement, avec plusieurs échéances importantes. Le conseil ministériel de l'Agence spatiale européenne qui se tiendra en novembre sera l'occasion pour la France et l'ensemble des États membres de l'ESA de déterminer et de financer leurs priorités pour les prochaines années. La loi de programmation pour la recherche, annoncée par le Premier ministre et dont les travaux préparatoires sont lancés, viendra renforcer notre modèle d'innovation et densifier les interactions entre nos laboratoires et nos entreprises. Enfin, la mobilisation d'un budget de 16 Md€ par la Commission européenne pour le spatial sur la période 2021-2027, permettra de consolider l'espace comme axe important de la construction européenne.

Le spatial est un secteur extraordinaire, et plus que jamais un secteur d'avenir. De la voiture autonome à la 5G, de la biologie en microgravité à l'exploration lointaine, l'espace va jouer au cours des prochaines décennies un rôle central dans le progrès scientifique, technologique, économique et social. C'est pourquoi le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation et son agence, le CNES, se mobilisent pleinement au service de l'aventure spatiale,

l'une des plus belles que nous offre le XXI^e siècle. C'est ainsi que nous avons lancé un grand concours à destination des étudiants, baptisé « Génération ISS », qui permettra aux meilleurs projets, notamment scientifiques, d'être acheminés vers la station spatiale internationale pour y être mis en œuvre par Thomas Pesquet. Car en matière d'espace comme sur beaucoup d'autres sujets, je suis convaincue que nos jeunes, nos étudiants, ont la capacité de transformer le monde.